



# Enquête sur la situation des retraités

Depuis au moins deux décennies les gouvernements successifs n'ont pas manqué de présenter les retraités comme des privilégiés pour justifier les mesures régressives prises à leur égard (pensions bloquées, régime de "faveur" appliqué au plan fiscal avec la hausse de la CSG en 2018, ...).

Et aujourd'hui on ne peut pas dire que les perspectives s'améliorent avec la surenchère de propositions faites, de Zemmour à Macron, dans la campagne électorale pour supprimer les cotisations sociales ou réduire le coût du travail qui s'en prennent à l'acquis fondamental qu'est pour nous la sécurité sociale ou avec cette guerre dont on commence déjà à nous faire payer l'addition.

Or l'actualité récente dément sans ambiguïté les assertions de nos gouvernants, le point d'orgue étant l'ignoble scandale ORPEA et autres usines à fric que sont les EHPAD privés (économies drastiques et scandaleuses sur les coûts, recherche d'une rentabilité maximale, dérives managériales, obsession des profits et terrible maltraitance des résidents ainsi que du personnel).

Il est, de fait, incontestable que les retraités ont payé le prix fort des mesures prises au prétexte du COVID. Depuis le début de la pandémie ils ont souffert de la grande misère de l'hôpital public due à une politique systématique de suppressions massives de lits et de services hospitaliers, créant ainsi une situation de pénurie de moyens justifiant la sélection des patients en fonction de l'âge et le recours aux déprogrammations d'exams et d'interventions opératoires).

C'est pourquoi nous estimons indispensable de donner aujourd'hui la parole aux retraités afin de faire, ensemble, le point sur notre situation réelle, à tous égards :

- L'évolution de notre pouvoir d'achat,
- Notre vécu de la pandémie et les problèmes rencontrés,
- L'avenir de notre sécurité sociale, la perte d'autonomie et le scandale des Ehpads privés,
- Notre niveau d'information sur les projets de réforme, notamment de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique (PSC) et son impact sur notre Mutuelle...

Autant de questions auxquelles notre collectif UFR (Union Fédérale des Retraités des Finances) PACA t'appelle à répondre car il est indispensable d'établir ou rétablir les faits pour défendre nos droits et nous mobiliser.

**Pour défendre nos droits, établissons ensemble  
la véritable situation des retraités !**

# Questionnaire

## Ta situation personnelle :

Administration d'origine :

Cadre :  C/D  B  A  A+

Date de ton départ en retraite :

Département de résidence :

Sexe :  homme  femme

Age :

Vis-tu seul(e) ?  Oui  Non

Ou en couple ?  Oui  Non

## Ton revenu :

Montant net de la pension mensuelle perçue :

Montant de la retenue à la source (Impôt sur le revenu) :

Montant des prélèvements opérés au titre de la mutuelle ou autre complémentaire santé sur ta pension :

Pourcentage de pension par rapport au dernier traitement d'activité ?

Combien as-tu perdu au moment de ton départ à la retraite par rapport à ta rémunération d'activité ?

Es-tu affilié à d'autres régimes de retraite ?  Oui  Non

## Tes charges :

Es-tu propriétaire ?  Oui  Non

Apportes-tu une aide familiale (enfants, petits enfants, parents) ?  Oui  Non

Dans quel domaine ?

As-tu d'autres observations à formuler concernant le niveau de tes charges ?

## Ton Pouvoir d'achat :

En 8 ans, du 1/01/2014 au 31/12/2021, d'après l'indice officiel INSEE, les prix ont augmenté de 7 % alors que les pensions de la fonction publique n'ont été revalorisées que de 2,6 %. En 2018 la hausse de la CSG de 1,7 % a accru cette baisse de pouvoir d'achat. As-tu été concerné(e) ?  Oui  Non

Pour les actifs les conséquences du blocage du point d'indice ont été limitées notamment par des améliorations de fin de carrière (catégorie C, B et A). Par contre les retraités n'ont pas bénéficié de ces dispositions, le système de péréquation qui permettait la remise à niveau des pensions en fonction des améliorations de carrière des actifs ayant été supprimé.

N'est-ce pas une injustice flagrante, le retour à la péréquation n'est-elle pas une revendication à défendre ?  Oui  Non

Pension de réversion : ne faut-il pas la défendre et la porter à 75 % comme le revendique la CGT ? oui non

Es-tu concerné(e) par l'attribution de l'indemnité inflation de 100 euros versée en février ?

Oui  Non

Au 1<sup>er</sup> janvier de cette année les pensions n'ont été relevées que de 1,1 % alors que les prix ont augmenté fortement en 2021 : quelles sont les augmentations qui t'impactent le plus :

électricité  gaz  carburant  alimentation

autres augmentations  Lesquelles ?

Peux-tu évaluer le surcoût mensuel que cela représente ?

Il est patent que l'indice des prix INSEE minimise la hausse des prix.

Ne faut-il pas que la CGT élabore un indice des prix qui permette de mesurer de plus près la perte de pouvoir d'achat des pensions ?  Oui  Non

As-tu entendu parlé de l'association de défense des consommateurs INDECOSA CGT ?  Oui  Non

### **A ton avis, quelles sont les mesures à prendre pour défendre le pouvoir d'achat des pensions ?**

L'indexation des pensions sur la hausse des prix (mesurée selon un indice syndical) ?  Oui  Non

Le rétablissement de la péréquation (revalorisant les pensions en fonction des améliorations de carrière des actifs) ?  Oui  Non

L'attribution immédiate d'une hausse des pensions de 300 euros pour l'ensemble des pensions ?

Oui  Non

As-tu d'autres revendications à proposer pour défendre le pouvoir d'achat ?

### **Services sociaux :**

Participes-tu à des activités proposées par les services sociaux du Ministère (centres de vacances, voyages, autres, ... ?

Oui  Non

Penses-tu que les services sociaux sont à hauteur des attentes ou des besoins des retraités ?

Oui  Non

Connais-tu "Loisirs et Solidarité des Retraités" (LSR) ?

Oui  Non

### **Pandémie :**

Les retraités ont été particulièrement impactés par les conséquences de la pandémie :

Depuis le début de la pandémie as tu constaté un report des dépistages ?  Oui  Non

As-tu fait l'objet d'une déprogrammation d'opération ou d'acte médical ?  Oui  Non

As-tu été confronté(e) à la sélection médicale, sous quelque forme que ce soit, en fonction de ton âge ?

Oui  Non

Comment vis-tu la pandémie, quelles sont tes observations à ce sujet ?

Sur un plan médical plus général, as tu des difficultés à obtenir des rendez vous, avec le généraliste ou un spécialiste ?  Oui  Non Dans quel délai ?

### **Autonomie :**

T'es-tu occupé(e) d'un parent en Ehpad ?  Oui  Non

Quel était le prix payé ?

Es-tu satisfait(e) de la prise en charge par l'Ehpad ?  Oui  Non

Scandale de l'exploitation du grand âge par les ORPEA et Korian : le gouvernement annonce un renforcement des contrôles, est-ce que cela te paraît suffisant ?  Oui  Non

La dépendance ne devrait-elle pas être rattachée à l'assurance maladie et les Ehpad alignées sur le modèle de l'hôpital public pour soustraire au profit la prise en charge du grand âge comme le propose la CGT ?

Oui  Non

As-tu d'autres observations ou propositions à formuler au sujet des Ehpad et de la dépendance ?

### **Protection Sociale Complémentaire et Sécurité Sociale :**

As-tu entendu parler du projet de réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la fonction publique ?  Oui  Non

Sais-tu que la cotisation des retraités aux complémentaires devrait être portée au minimum à 175 % de celle des actifs au bout de quelques années ?  Oui  Non

Est-ce compatible selon toi avec le principe de la sécurité sociale selon lequel « chacun contribue en fonction de ses moyens et reçoit selon ses besoins » ?  Oui  Non

A ton avis, cela va-t-il dans le sens de la proposition CGT d'une sécurité sociale intégrale ?  Oui  Non

Te considères-tu comme suffisamment informé(e) des enjeux autour de la réforme de la protection sociale complémentaire et de la sécurité sociale ?  Oui  Non

Souhaites-tu que notre collectif UFR Retraités Paca organise une réunion d'information à ce sujet : PSC et sécurité sociale, les enjeux ?  Oui  Non

### **Tout un programme !**

Alors que dans la campagne électorale présidentielle certains candidats, de Macron à Zemmour, affichent leur volonté de « réduire le coût du travail » ou de supprimer les cotisations sociales jusqu'à 2,5 ou 3,5 SMIC n'est-il pas évident que la réforme de la protection sociale complémentaire est justement de nature à permettre de substituer les assurances privées à une sécurité sociale privée de rentrées financières suffisantes ?

Comme le MEDEF l'exige, Macron veut porter l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Ils veulent en profiter pour imposer la désindexation officielle des pensions par rapport à l'inflation au nom des efforts à partager avec les actifs contraints de travailler plus longtemps, tout un programme en effet !

### **Pour renvoyer le questionnaire, tu peux l'adresser :**

#### **Par envoi postal :**

CGT Finances Publiques 13	SNAD CGT
CFP Prado Borde - Local CGT	Bât A
22 rue Borde	56 Bd de Strasbourg
13008 Marseille	13003 Marseille

#### **Ou par courriel dans la boîte mail d'un camarade :**

Marie-Jeanne D'ISANTO	<a href="mailto:mariej.disanto@free.fr">mariej.disanto@free.fr</a>
Pierre-Yvon DALINO	<a href="mailto:pierydal@orange.fr">pierydal@orange.fr</a>
Gérard NIEDDA	<a href="mailto:gerard.niedda@hotmail.fr">gerard.niedda@hotmail.fr</a>
Yvan DONNAT	<a href="mailto:donnatyvan@yahoo.fr">donnatyvan@yahoo.fr</a>
Patrice SANTELLI	<a href="mailto:p.santelli@orange.fr">p.santelli@orange.fr</a>